Sujet : [ATTAC-CS] Europe

De : "Pierre Khalifa" (via sciences Mailing List) <sciences@list.attac.org>

Date : 22/07/2020 à 21:16

Pour : ca-fondateurs Attac ca-fondateurs <ca-fondateurs@list.attac.org>, Liste Démocratie <democratie@list.attac.org>, Groupe «Ecologie et Société» <ecologie-societe@list.attac.org>, Conseil scientifique Attac <sciences@list.attac.org>

Bonsoir,

Une réflexion rapide sur l'accord conclu au niveau européen sur lequel il est difficile de porter un jugement péremptoire. D'une part, il s'agit d'une vraie rupture dans le mode de fonctionnement de l'UE, mais d'autre part cette rupture est partielle, chaotique et son résultat dépendra essentiellement, non pas du texte - les textes européens sont violés régulièrement par leurs signataires - mais des rapports de forces entre les États, de l'ampleur de la gravité de la crise économique, du rebond de la crise sanitaire, etc.

C'est une vraie rupture car pour la première fois ont été actés le fait d'avoir un budget européen en déficit, ce qui est contraire aux traités, le fait que l'UE en tant que telle emprunte sur les marchés financiers, donc à un taux préférentiel qui aujourd'hui devrait être proche de zéro, et répartisse ensuite cet argent entre les États, le fait qu'une partie importante de cet argent sera donné aux États sous forme de subventions. Tout cela signifie que l'idée de solidarité européenne entre les États membres commence à prendre forme, solidarité qui était totalement refusée jusqu'à présent.

Mais reste évidemment nombre de problèmes. D'abord, la faiblesse de la somme qui ne suffira évidemment pas, non seulement à financer la transition écologique, mais même à sortir de la crise actuelle. Ceci étant dit, rien ne dit qu'il n'y aura pas dans le futur de nouvelles procédures de ce type avec des montants plus importants. Pour rappel, l'impôt sur le revenu fut introduit en France en 1914 avant la guerre avec un taux marginal ridiculement faible, la bourgeoisie française y étant farouchement opposée. La déclaration de guerre a tout changé et le taux a rapidement grimpé à des hauteurs confiscatoires. Dans ce genre d'exercice, c'est toujours le premier pas qui est le plus difficile...

Ensuite comment cette somme sera-t-elle remboursée ? Il y a certes le temps pour répondre à cette question, puisqu'elle ne se posera que dans plusieurs années suivant la maturité des emprunts. Il y a plusieurs solutions. Tout d'abord ne pas la rembourser, soit parce que l'UE fera rouler sa dette (à l'échéance, elle emprunte de nouveau et ainsi de suite), soit parce que la BCE peut racheter cette dette sur le marché secondaire et l'annuler. Si elle doit être remboursée, on peut créer de nouveaux instruments fiscaux à l'échelle européenne (c'est ce qu'envisageait Charles Michels dans une itw). Mais tout cela va entraîner des conflits majeurs. Ce qui est sûr, c'est que les États n'auront pas à rembourser les subventions, mais il y aura probablement une grosse bataille sur le remboursement de l'emprunt qu'ils auront demandé.

Dernier et plus gros problème, le contrôle de l'utilisation de cet argent. On ne peut être par principe opposé à tout contrôle. Il est juste politiquement de vérifier où va cet argent. Tout le problème va être les critères sur lequel ce contrôle va s'effectuer. Le risque est de voir revenir par la fenêtre les politiques d'ajustement structurel avec les procédures bureaucratiques dont l'UE a le secret et une politique d'obstruction des pays « frugaux ». Nouvelle bataille en perspective.

Donc cet accord n'est pas la fin de l'histoire, mais le début d'une nouvelle phase.

Enfin, le lien avec les marchés financiers n'est pas coupé, bien au contraire. Que ce soit la BCE ou maintenant la Commission, tout passe par l'intermédiaire des marchés financiers.

Dernière remarque, ces négociations ont montré une fois de plus l'inanité de l'idée d'Europe Allemande.

Amicalement

Pierre Khalifa